

Métiers de la protection juridique des personnes vulnérables (fiche nationale)

RNCP38659 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	128, 332
Formacode(s)	13295, 44032, 44061, 44026
Code(s) ROME	K1201, K1207, K1403
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	28/02/2029

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	42813525500050	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La licence professionnelle est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui confère à son titulaire le grade de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée.

La licence professionnelle poursuit un objectif d'insertion professionnelle et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.

La licence professionnelle favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Accompagnement des mineurs et leur famille dans l'accès au droit, l'insertion professionnelle et sociale, l'accès à la culture et à l'éducation
- Accompagnement des enfants et adolescents relevant de la Protection de l'Enfance, de l'Aide Sociale à l'Enfance ou de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
- Mise en œuvre du projet pédagogique ou de la mission de l'établissement social
- Coordination des interventions sociales
- Responsabilité d'une équipe socio-éducative

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et

diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, dans au moins une langue étrangère
- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques de la mention

- Identifier et situer les champs professionnels du domaine de la protection de l'enfance potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte dans le domaine de la protection de l'enfance.
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.
- Accompagner des enfants, adolescents et jeunes majeurs, qui relèvent d'une protection administrative ou judiciaire, ou qui bénéficient des politiques de la ville, d'animation ou de prévention, dans leur projet individualisé, en tant que spécialiste de la réglementation et des politiques publiques en vigueur afin de favoriser leur accès au droit.
- Accompagner socialement et juridiquement le jeune et sa famille dans l'objectif de mettre en œuvre son parcours d'insertion sociale avec les différents partenaires.
- Mettre en œuvre des politiques publiques en direction des usagers (CCAS, centres sociaux, politique de la ville, action des collectivités locales) dans l'objectif d'améliorer le développement social du territoire.
- Évaluer les besoins des publics mineurs en difficulté afin de mettre en place les prestations s'adaptant à leurs besoins ; en particulier, être en mesure d'accompagner des mineurs étrangers non accompagnés sur le territoire français dans leurs démarches.
- Coordonner les actions socio-éducatives avec l'équipe pluridisciplinaire et les partenaires de l'action sociale et solidaire (psychologue, avocats, juges, autorités de tutelle, services et administrations publiques, associations) afin de répondre à l'ensemble des besoins de l'utilisateur.
- Encadrer des personnels du champ social, gérer des équipes socio-éducatives afin d'organiser le bon fonctionnement du service.

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38659BC01 — Utiliser les outils numériques de référence

LISTE DE COMPÉTENCES

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38659BC02 — Exploiter des données à des fins d'analyse

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38659BC03 — S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère

LISTE DE COMPÉTENCES

- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38659BC04 — Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38659BC05 — Agir en tant que professionnel de la protection de l'enfance

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et situer les champs professionnels du domaine de la protection de l'enfance potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel dans le domaine de la protection de l'enfance
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38659BC06 — Accompagner les jeunes dans l'accès au droit

LISTE DE COMPÉTENCES

- Accompagner des enfants, adolescents et jeunes majeurs qui relèvent d'une protection administrative ou judiciaire, ou qui bénéficient des politiques de la ville, d'animation ou de prévention, dans leur projet individualisé, en tant que spécialiste de la réglementation et des politiques publiques en vigueur afin de favoriser leur accès au droit.
- Accompagner socialement et juridiquement le jeune et sa famille dans l'objectif de mettre en œuvre son parcours d'insertion sociale avec les différents partenaires.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38659BC07 — Réaliser un diagnostic des besoins et des territoires pour mettre en œuvre des dispositifs d'intervention socio-judiciaire

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mettre en œuvre des politiques publiques en direction des usagers (CCAS, politique de la ville, action des

collectivités locales) dans l'objectif d'améliorer le développement social du territoire.

- Évaluer les besoins des publics mineurs en difficulté afin de mettre en place les prestations s'adaptant à leurs besoins ; en particulier, être en mesure d'accompagner des mineurs étrangers non accompagnés sur le territoire français dans leurs démarches.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38659BC08 — Manager et animer une équipe socio-éducative

LISTE DE COMPÉTENCES

- Coordonner les actions socio-éducatives avec l'équipe pluridisciplinaire et les partenaires de l'action sociale et solidaire (psychologue, avocats, juges, autorités de tutelle, services et administrations publiques, associations) afin de répondre à l'ensemble des besoins de l'utilisateur.
- Encadrer des personnels du champ social, gérer des équipes socio-éducatives afin d'organiser le bon fonctionnement du service.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

69.1 Activités juridiques

87.90 Hébergement social pour enfants en difficulté

88.99 Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants

94 Activités des organisations associatives

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Chargé de mission dans le champ social
- Coordonnateur de projet socio-éducatif
- Chargé d'intervention sociale
- Intervenant spécialisé dans la protection de l'enfance
- Educateur spécialisé

Sous réserve de réussite au concours, les diplômés pourront accéder à des postes de :

- Educateur de la protection judiciaire de la jeunesse

Après 3 à 5 années d'expérience professionnelle, les diplômés pourront accéder à des postes de :

- Responsable d'unité éducative, chef de service éducatif

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 4 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Non-attractivité salariale, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	1 833 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+2 (DUT, BTS, Deug ou équivalent) en services aux personnes (34 % des actifs en emploi)

Familles professionnelles (FAP)	V4X83 — Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs · tension 5/5 (Très élevée) V4X85 — Professionnels de l'action sociale · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	33 980
Jugés difficiles à recruter	49 %
Emplois saisonniers	10 %
Familles professionnelles (FAP)	V4X83 — Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs V4X85 — Professionnels de l'action sociale

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	9 507 €
Selon la branche	6 000 € – 9 507 €
Prise en charge	Branches concernées
9 507 €	Valeur par défaut · 210 branches
8 000 €	CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole
7 630 €	CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
6 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	28/02/2029
Date de dernière délivrance possible	28/02/2031

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.univ-lille.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38659/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	7 040 €
Durée	510 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	2
Montant total engagé	2 891 €
Coût moyen par dossier	1 446 €
Durée moyenne	930 h
Période	09/2026
France compétences	57 %
Reste à charge titulaire	43 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.